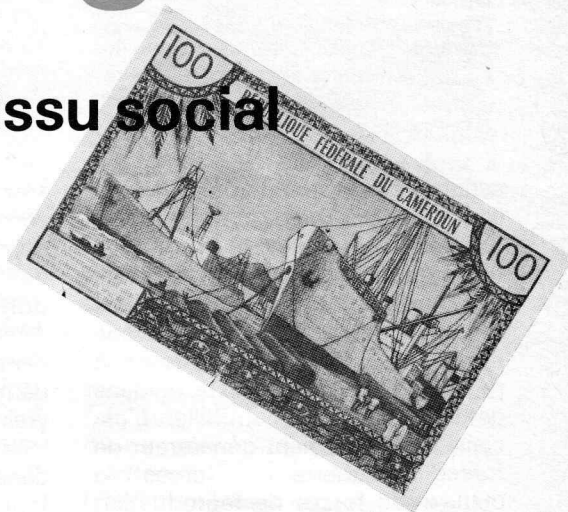


l'école et l'argent

messages ambigus dans le tissu social



le temps des navigateurs et l'argent-symbol

L'argent a pénétré en Afrique en deux étapes. D'abord comme partie intégrante des termes de l'échange, dans la période pré-mercantiliste (1). En ce temps-là, les relations commerciales entre l'Occident et les chefferies africaines, établies par le truchement des navigateurs conduisaient chaque partie à aligner face à face ce qui pouvait appeler la convoitise de chacun dans la gamme de produits confrontables. Quelquefois, dit-on, à l'aube de ces échanges, ce trafic s'opérait « à la muette ». C'est-à-dire que la double collection d'objets échangeables était déposée et constituée sur le sable des plages sans communication directe entre les échangeurs, chacun ajustant sa mise jusqu'à ce qu'un signe évident marque l'adéquation entre l'offre et la demande. Mais bien sûr la parole se mêla rapidement à l'affaire et aux affaires. Interprètes et truchements s'accrurent quand se développa le métissage né des contacts de plus en plus denses. Des escales régu-

lières se transformaient en bases. Il est resté des traces jusqu'à nos jours de ces langages du commerce ancien (ainsi le mot « escale » qui désigne encore souvent les agglomérations de l'hinterland sénégalais, qui furent d'abord des « points de traite » avant de jouer le rôle de pôles d'urbanisation).

L'analyse de cette première période de communication entre le système occidental et le système négro-africain nous révèle deux ensembles juxtaposés qui ne communiquent que par des canaux étroits. Chaque ensemble est gouverné par son propre mécanisme de régulation socio-culturel qui produit les normes et les étalons de valeur sociale et économique.

Dans le système négro-africain, la valeur est assignée aux instruments de la puissance. Les éléments constitutifs de la puissance se rapportent essentiellement à l'emprise sur ce que l'on pourrait appeler les « forces génératives ». Entre la terre-génératrice et l'homme-générateur s'établit un pacte profond, une consonnance primordiale. Pas de rupture entre la nature et la culture. Les objets sont le produit des hommes et de la nature.

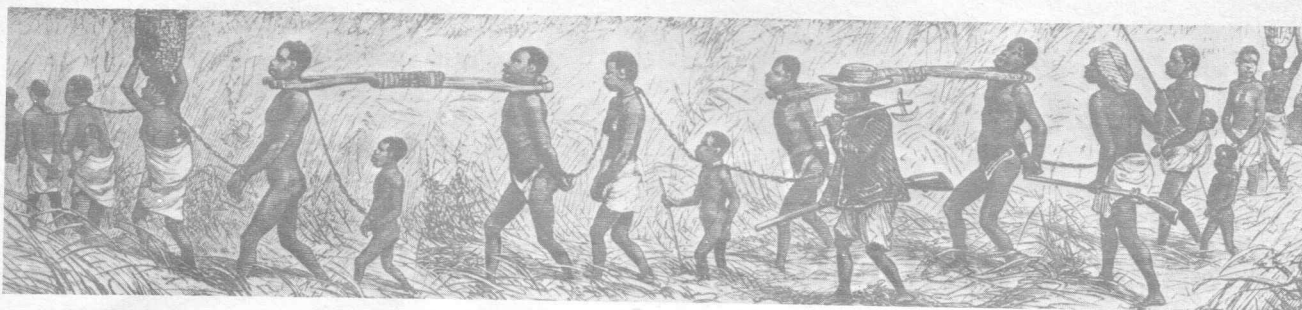
Le travail humain est générateur, et la puissance est le concert des générateurs et non pas la possession du produit. L'homme-générateur est indissociable de son produit. Le produit garde la marque de l'identité de celui qui l'a engendré. Même l'échange ne porte pas dissolution de cette identité. Si je donne en troc une « daba », une houë, et que je reçoive en retour un cabri, je ne suis pas quitte. J'ai établi ou resserré le lien avec mon co-échangeur.

Ces échanges s'établissent au sein du système des rapports sociaux qui tendant à maintenir la plus grande « capacité générative » de l'ensemble. Les paysans wolofs disent encore aujourd'hui, comme ils disaient il y a quelques siècles : « En ce monde trois choses sont nécessaires à l'homme : avoir des choses qui ont poussé (saklè), et le grenier (sakha), et bien mâcher (sakhami) ». — « Les trois meilleures choses ici-bas c'est la santé du corps, l'accord avec tes voisins et que tous t'aiment. » — « Les trois bonheurs véritables de l'homme : avoir (am), pouvoir (man) et savoir (kham) (2). »

Ce monde de l'enracinement et de la régulation terrienne n'est pas dénué de violence. La constitution des Etats, par la force des armes, va surimposer aux équilibres des civili-

(1) Pour reprendre la périodisation de Samir Amin : voir en particulier **Préface à Barry** (Boubacar) **Le Royaume du Waalo, le Sénégal avant la conquête**, Paris, Maspéro, 1972, p. 10 et suivantes.

(2) Voir Monteil (Vincent) **Esquisses sénégalaises**, Dakar, IFAN, 1966, p. 81.



sations paysannes un appareil régulier qui s'attachera à stocker les éléments de puissance : des armes, des hommes, des outils agraires, des insignes d'apparat captant les forces extra-humaines. L'esclavage et la traite des esclaves sont à re-situer dans ce contexte et dans cette intelligibilité culturelle. L'esclave est un élément-générateur de forces de guerre, de forces de culture, de forces de reproduction humaine, qui vient s'intégrer au clan du vainqueur qui l'a pris. Intégré dans le clan, même s'il a son statut particulier, une chance lui est

souvent tracée de jouer son jeu social, d'avoir sa part de puissance dans les rapports sociaux. L'histoire des Royaumes Sénégalais nous en donne d'évidents témoignages. Ainsi la « classe » des esclaves dans le Royaume de Waalo a pu démettre le roi (3). L'esclave n'est vraiment marchandise et bétail que lorsqu'il a été échangé et est passé dans le système occidental qui fonctionne, lui, selon l'économie marchande. Une « pièce de Guinée » au marché des Indes occidentales s'acquerrait contre de l'argent.

l'Ouest lorsque le déclin et l'abolition de la traite des esclaves ont contraints le système économique européen à réviser les fondements de sa politique du commerce lointain. Cette période s'ouvre vers 1820, au lendemain de l'ère napoléonienne. Jusque-là, la zone principale de colonisation qui approvisionnait l'Europe en denrée et matières premières tropicales était l'Amérique. L'Afrique, pour reprendre l'expression de Samir Amin, n'était que la « périphérie de la périphérie » : fournissant la main-d'œuvre servile exportable aux Amériques.

Au Sénégal Schmaltz puis le Baron Roger et Faidherbe, au long du XIXe siècle, mettent en place progressivement les éléments du système de colonisation qui trouvera, en Afrique de l'Ouest, son plein épanouissement à partir de la fin du XIXe siècle. Il s'agit d'utiliser la force de travail mobilisable sur place puisque l'on ne peut plus l'exporter. On va donc être contraint de l'incorporer sur sa propre emprise territoriale, dans un mode de production lui-même articulé à un mode de commercialisation répondant directement aux exigences du système socio-économique de l'Occident et donc aussi à son système socio-culturel.

Ceci suppose l'avènement de l'économie monétaire. Le troc ne peut répondre aux exigences nouvelles. Il faut créer, étendre et progressivement généraliser le « système marchand ».

La nouvelle administration coloniale va donc introduire, par expérimentation (5), les spéculations agricoles répondant aux besoins de l'industrie et du marché métropolitain. Les

l'argent s'enracine et ouvre la voie à l'économie marchande

Il est intéressant de voir comment les « pièces d'argent » apparaissent, avant la pénétration de l'économie marchande capitaliste, à l'intérieur des systèmes négro-africains pré-capitalistes : comme des objets réinterprétables en fonction des critères de leur système. Dans ces systèmes, la monnaie, donc, est un sceau et non pas le matérialisation codifiée d'une valeur-travail. Elle est avant tout qualitative et non pas quantitative. Les pièces d'argents — telles les « thalers de Marie-Thérèse » que l'on trouve encore parfois dans les marchés de brousse éloignés des axes du commerce de type européen — étaient des objets de valeur par elles-mêmes : bijoux plus que monnaie. Il est significatif de voir la nomenclature des « coutumes que la France s'engage à verser au Brak (roi) du Waalo par le traité signé par Schmaltz, Commandant pour le roi et Administrateur du Sénégal et Dépendances en 1819 : le roi et 26 princes et dignitaires du royaume percevront des pièces d'étoffe,

des barres de fer, des fusils et pistolets, des munitions, de l'eau-de-vie. Seule la reine a une part différente en qualité — et c'est la seule femme dans la liste. Elle a droit chaque année à « 1 malette, 1 pièce de mousseline, 1 collier d'ambre, 1 collier de corail, 27 pièces de cinq francs, 12 pintes de vin » (4). Les pièces d'argent apparaissent bien liées aux bijoux et à l'attirail féminin.

Ce système d'interprétation de la monnaie est loin d'être mort. Sur combien de marchés de brousse voit-on encore aujourd'hui la cote marchande d'un billet neuf l'emporter largement sur un billet usagé de même valeur nominale.

Comment s'est ouverte, alors, la seconde étape de la pénétration monétaire ? On peut dire, d'une façon générale, qu'elle est liée à l'établissement de la colonisation proprement dite. La véritable colonisation a commencé en Afrique de

(3) Barry (B) op. cité.

(4) Barry (B) op. cité.

(5) Richard Toll (en wolof : le champ de Richard) dans le delta du fleuve Sénégal fut la première station de recherche développée par le Baron Roger essentiellement à partir de 1823 en s'appuyant sur Richard, premier technicien agricole affecté au Sénégal.

paysans africains, guidés et encadrés au sein du plan de colonisation agricole, produiront pour le nouveau marché. Les compagnies de commerce colonial leur achèteront leur produit au meilleur compte et l'exporteront. Pour le Sénégal, ce fut d'abord le coton puis l'arachide. En échange du fruit de leur travail, les paysans reçoivent de l'argent européen. Que vont-ils en faire ?

D'abord payer l'impôt. La monétarisation s'accompagne de la fiscalisation. L'impôt succède donc aux « tributs » payés par le peuple à ses maîtres dans les systèmes traditionnels. Mais le nouveau tribut, qui prend ainsi une toute autre forme, garde, pour le paysan une signification très ambiguë. Nous sommes là sur la zone de contact et d'affrontement de deux modèles socio-culturels dont les logiques ne communiquent pas. Le paysan ne pourra comprendre la logique du modèle européen que de deux manières. Par l'expérience d'abord. A ce titre, il constatera ce que son travail lui permet d'obtenir comme masse monétaire d'une part, et d'autre part, ce que la masse monétaire ainsi constituée lui permettra d'acquérir sur le nouveau marché d'approvisionnement au regard de ses besoins, déduction faite des impôts et charges techniques d'exploitation.

Ensuite il aura connaissance de façon plus théorique du système européen si lui-même ou plus ordinairement ses enfants accèdent aux filières d'éducation que le colonisateur met en place et auxquelles il assigne le double objectif : « civiliser » (c'est-à-dire faire prendre le pli du modèle occidental) et « faciliter l'exploitation économique » (en formant les auxiliaires indispensables au pouvoir colonial dans son processus de colonisation).

Les textes des responsables et des agents de cette nouvelle politique coloniale sont très clairs dès l'origine. L'école se voit assigner la mission d'ouvrir à la fois aux principes et aux mœurs de la civilisation occidentale et de faire accéder à l'économie marchande et monétaire par l'inclusion dans les nouveaux périmètres du travail de mise en valeur. On lit ainsi, dans les instructions données au gouverneur Jubelin, nommé à la tête de la colonie du Sénégal en 1828, les lignes suivantes : « Il veillera en général à ce que

les ministres de la religion, de même que les personnes de l'un et l'autre sexe qui sont préposées à l'enseignement public s'occupent constamment de former et d'étendre les bonnes mœurs, d'inspirer le goût et l'habitude du travail, de faire aimer la France et le gouvernement légitime sous lequel elle a le bonheur de vivre » (6). Jean Dard, le premier instituteur français chargé dès 1817 de créer la première école à Saint-Louis (7) inscrivait d'emblée ce projet dans un schéma de ce type. Il voulut cependant utiliser la langue wolof comme base initiale essentielle de l'éducation pour pouvoir véritablement acculturer la démarche éducative. Ceci donna lieu à des débats qui ressemblent étrangement à ceux que l'on vit reparaître un siècle et demi plus tard concernant l'utilisation de langues africaines dans l'enseigne-

ment primaire. La tentative de Dard fut sans lendemain et se vit relayée, à partir de 1841, par le système « civilisateur » des Frères de Ploërmel, spécialistes du « nivellement culturel ». Le nivellement culturel devait — du moins en théorie — conduire à une plus grande homogénéité dans l'espace de la production et des échanges, et donc à un meilleur rendement. En fait, la scolarisation fut, tout au long de la période coloniale, le contre-point normal de la politique de colonisation. Cette politique impliquait la pénétration de l'économie monétaire jugée indispensable à la fois au Progrès et à la Rentabilité. Et de fait, il est difficile de plaider la cause d'une pérennité de l'économie d'auto-subsistance. Mais le problème qu'il faut éclairer, c'est la stratégie qui a conduit à l'invasion de l'argent et ses conséquences.

les affrontements et la mutation sociale sous l'impact de l'argent

La monnaie nouvelle, nous l'avons souligné, était la contrepartie d'une quantité de travail, créateur d'utilité économique et sociale. Mais cette monnaie n'avait pas le même sens pour les initiateurs du nouveau système, c'est-à-dire les représentants d'une puissance industrielle occidentale et pour les producteurs auxquels il s'appliquait, c'est-à-dire, au premier chef, les paysans et éleveurs d'une civilisation agraire extérieure, au départ, à la croissance industrielle et à l'économie marchande.

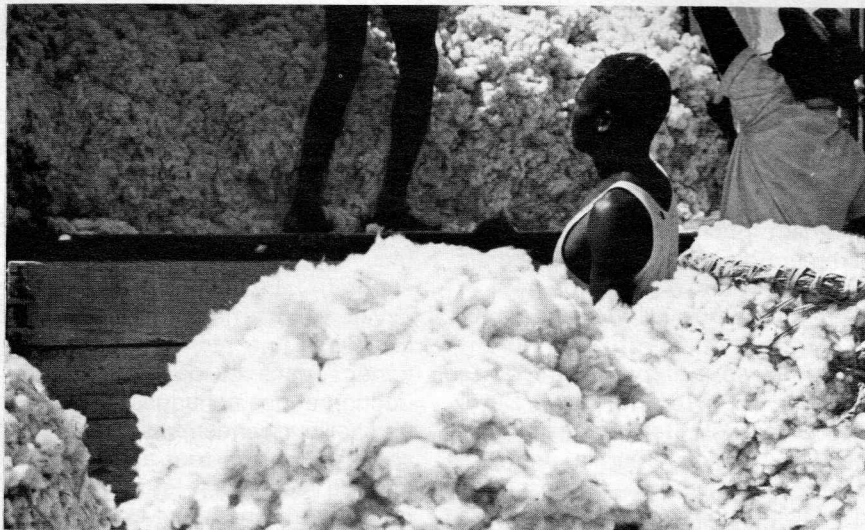
Nous avons eu l'occasion d'étudier en détail le processus par lequel le modèle socio-culturel européen est venu en interaction avec le modèle socio-culturel des paysans Sara du

Moyen Chari au Tchad (8). Cette histoire est particulièrement exemplaire. Après la chute de Rabah, à Kousséri en 1900, la France établit d'abord l'emprise de son appareil militaire sur cette région dont la valeur stratégique était essentielle à l'unité territoriale de l'empire africain français : clé de voute réunissant, d'un seul tenant, l'Afrique du Nord française, l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale française. Durant les vingt premières années de la présence française, l'appareil colonial se contentait donc d'un contrôle stratégique. Il n'interférait avec le système Sara que sur le plan du politique : les chefs traditionnels étaient soumis aux administrateurs et aux officiers qui tenaient l'appareil administratif nouveau. La ponction économique des nouveaux venus était faible. Les choses commencèrent à changer

(6) Voir notamment Gaucher (Joseph). *Les débuts de l'enseignement en Afrique francophone, Jean Dard et l'école mutuelle de Saint-Louis du Sénégal*, Paris, le livre africain, 1968.

(7) Schefer (Christian) *Instructions générales données de 1763 à 1870 aux gouverneurs et ordonnateurs des établissements français en Afrique occidentale*, Paris, Champion, 1921, p. 446-447.

(8) Cf. Colin (R) *Mutations sociales et méthodes de développement - Essai sur la dynamique de changement et l'animation en pays Sara au Tchad* - Thèse pour le Doctorat du 3^e cycle - Université de Paris V - 1972 - ronéot. 512 p.



juste avant les années 30. La première campagne cotonnière en 1928-29 a pour théâtre le Moyen Chari. « La production du Moyen Chari est de 17 tonnes de coton graine dont les deux tiers sont perdus à l'égrenage. Le résultat est maigre, mais l'élan est donné et chacun dans son domaine va se mettre au travail pour améliorer les rendements; l'administrateur en faisant pression, le planteur en exécutant ce qu'on lui dit, la Cotonfran en perfectionnant son outillage, les ingénieurs en étudiant et en sélectionnant les graines (9) ».

Dès 1928, la Compagnie cotonnière équatoriale française plus connue sous le nom de Cotonfran, groupant des intérêts financiers français et belges reçoit le monopole de l'exploitation de l'achat et de l'exportation du coton sur l'ensemble de la zone cotonnière tchadienne. Ce privilège durera jusqu'aux années 70, largement au-delà de l'indépendance, et pendant cette période les systèmes n'évolueront guère, pas plus que la philosophie sous-jacente. C'est seulement à travers les crises les plus récentes que les changements s'annoncent. Quel était donc le mécanisme en place ?

Le choix du coton comme fondement d'une croissance économique moderne répond aux deux séries de critères que nous avons évoqués précédemment :

- satisfaire aux besoins de l'industrie métropolitaine en matières premières à des prix avantageux et contrôlables;
- donner aux paysans un produit monétaire lui permettant à la fois de

payer l'impôt et de s'approvisionner sur le marché des objets d'importation venant en substitution de la production traditionnelle en récession du fait de l'invasion cotonnière. Ceci se fait par voie d'autorité ? Chaque « imposable » (de 14 à 60 ans) homme ou femme, est tenu sous peine de sanction administrative de cultiver chaque année une « corde » de coton selon les normes nouvelles, c'est-à-dire environ 1/2 hectare. Dans cette voie la croissance du coton fera un bond prodigieux. Par paliers successifs, en moins de cinquante ans elle s'élèvera à 185 000 tonnes (statistique 1975). Le prix d'achat au paysan du kilo de coton croîtra également, mais sans suivre la montée des prix mondiaux, se répercutant sur les produits d'importation offerts aux marchés de brousse ou dans les comptoirs des traitants. Ainsi de 1958 à 1971, pendant 13 ans, le prix d'achat du coton reste stabilisé à 26 F CFA le kilo. Les paysans ont une conscience aigüe, et d'ordinaire silencieuse par la force des choses et des institutions, de ce que les économistes appellent la « détérioration des termes de l'échange ». Le paysan perçoit, lui, que l'argent qu'il gagne, perd de sa valeur d'échange, donc que son travail, sa fatigue comme il dit souvent, sont de moins en moins cher payés. Propos rapportés au Tchad en 1970 de la bouche de paysans à l'entour du marché du coton et faisant le compte des billets reçus en échange des kilos de fibre apportés : « Le kilo a faim ». Un vieux paysan ajoute : « Plus je gagne d'argent, plus je suis pauvre ».

Comme l'argent en vient à mener une agression fondamentale à l'encontre du système socioculturel traditionnel et de son mode de

régulation. L'argent n'est pas seul. Il s'inscrit dans une trilogie : « Coton Argent Impôt ».

Le coton, en premier lieu attaque la technologie et l'économie traditionnelle du mil. Cultures antagoniques : mêmes terres, même calendrier cultural, mêmes forces de travail. Donc toute avancée du coton rognera la terre à mil.

Mais le mil joue un rôle essentiel dans la régulation du modèle socio-culturel traditionnel. Pour le paysan Sara, sa culture prend racine dans les forces surnaturelles et naturelles indissociablement liées, et les rites religieux qui l'accompagnent raniment chaque année la fécondité de la terre et la fécondité des lignages humains. Par contre, le coton arrive comme objet étranger, vidé de toute signification sociale et culturelle autant que religieuse et dont l'utilité économique et la pratique technique renvoient nécessairement à des structures étrangères. Cet intrus s'impose néanmoins par la force. La force administrative qui le tient et le pousse ne prend en considération que le « planteur » (c'est la terminologie courante des rapports des services techniques) c'est-à-dire l'individu producteur considéré comme atome constitutif fondamental du tissu économique. Toute la « campagne agricole », la pratique de vulgarisation, la tenue des marchés s'orchestrent autour de cet acteur-individu coupé de son système socio-familial, de son univers religieux, politique, économique traditionnel. Il devient donc un pantin dont les agents extérieurs à son univers tirent les ficelles. Et il se retrouve, au retour du marché du coton, touchant en une seule fois, la mince liasse de billets qui représente son travail de l'année. Le passage devant le « peseur » est vécu par lui comme un moment d'angoisse, avec la certitude d'être « volé » (c'est le terme qu'il emploie lorsqu'il se retrouvera dans un espace social où la parole lui sera à nouveau permise), sans pouvoir saisir dans le détail les mécanismes qui le pressent et l'oppressent. Paysan-objet. Et l'argent — ce qu'il en reste, déduction faite sur le champ par les percepteurs attirés des impôts, cotisations et dettes diverses — lui brûle les doigts. Il va se retrouver très vite dans le circuit des dettes sans fin. Le passage de l'argent n'est donc vécu que comme un bref

(9) Boisson (J) *L'histoire du Tchad et de Fort Archambault - Paris*, Ed. du Scorpion, 1966, p. 174.

mirage accompagné de rancœurs et de frustrations. Cependant lorsque l'argent laisse sentir après ces épreuves difficiles un certain poids dans la poche, alors ce sont toutes les sollicitations de l'univers original qui se pressent : libations et fêtes nécessaires au partage du prestige social, dot et circuits de courtisanes dans les compétitions matrimoniales... Mais, dans l'univers ancien, ces circuits de consommation de biens étaient soumis à des régulations qualitatives et non quantitatives. Sous la poussée des surenchères rendues possibles par un instrument de puissance anonyme, soustrait au contrôle social et religieux du groupe où il fait intrusion, la machine sociale s'emballe, devient folle. Dans la région du Maradi, au Niger, dans une zone

cotonnière comparable à celle du Tchad, en pays haoussa, une enquête du Guy Nicholas montrait en 1965 que, dans certains villages, plus de 80 % du produit monétaire net de la commercialisation était engagé immédiatement dans les circuits de compétition matrimoniale. De nombreux exemples comparables pourraient être alignés hors du Niger et du Tchad et des zones à coton (10). Ainsi se développe le sous-développement par destruction du système de régulation interne du « modèle social » de groupes qui reçoivent l'impact de la « modernisation » sans pouvoir en assumer par eux-mêmes le contrôle. C'est à ce niveau que nous devons poser le problème de l'éducation dans ses rapports avec l'argent.

L'école mène à l'argent (selon la façon dont on en sort)...

L'école apparaît dans le paysage colonial avec une double mission qui correspond à une double finalité sociale. Elle doit s'ériger en instrument de promotion culturelle et humaine — et dans une période où l'ethnocentrisme règne presque sans partage, on parle de sa vocation « civilisatrice ». Elle doit aussi constituer l'élite indigène qui servira d'auxiliaire au colonisateur. Ainsi se mettent en place les « Ecoles des Otagés » devenant bientôt écoles des fils de chefs. On n'envisage pas, dans la première période de la scolarisation coloniale la mise en place d'une « école du peuple ». L'effort essentiel est élitiste, encore que les limites assurées à la croissance de l'élite demeurent bien tempérées par la crainte de voir surgir un courant nationaliste (11). L'institution scolaire après avoir fourni un contingent de cadres intermédiaires aux maisons de com-

merce opérant dans l'« économie du traité », va de plus en plus alimenter la croissance considérable de la fonction publique africaine. A tel point qu'aux yeux des paysans, l'école apparaît immédiatement comme l'antichambre du service de l'Etat. Il faut noter au passage que, pendant une bonne décennie, entre 1930 et 1940, la politique éducative menée en AOF par une série de gouverneurs généraux et d'inspecteurs généraux de l'enseignement s'était attachée à lancer une école de masse, dénommée « école rurale » dont la problématique par un jeu souvent noté de retours symétriques dans le mouvement de l'histoire, se retrouvera dans les débats des ministres de l'éducation nationale des pays africains francophones des années 60 et même 70 touchant la « ruralisation » de l'enseignement et l'intégration de l'éco-

(10) Le cinéaste sénégalais Ousmane Sembène a traduit avec un humour féroce dans son récent film *Xala*, les conséquences sociales des « réinvestissements » matrimoniaux dans la nouvelle classe des hommes d'affaires. On mesure avec une acuité extrême la façon dont le téléscopage des modèles sociaux produit des résultats démentiels.

(11) Denise Bouche a étudié avec une minutie extrême la politique de l'enseignement en AOF de 1817 à 1920 dans une grande thèse de Doctorat d'Etat qui constitue désormais une référence fondamentale pour toute recherche concernant cette période.



le au milieu. Le dépouillement des archives anciennes conduit parfois à des concordances surprenantes. Mais l'école rurale à la mode 1930 n'a pas touché les profondeurs. Elle n'a pas ébranlé la ligne élitiste essentielle sur laquelle cheminait le système avec une logique née de ses contraintes normales de reproduction.

Cependant la croissance importante des taux de scolarisation selon un schéma qui n'était en rien conçu pour la promotion du milieu rural de l'intérieur, mais toujours orienté par les modèles externes, accentuait la crise du système agraire qui demeurerait pourtant le fondement de l'économie africaine d'une façon générale. L'exode rural s'accroissait en même temps que la croissance exponentielle et anarchique de la population urbaine.

Comment évoluait dans ces étapes successives l'attitude des paysans face à l'Ecole ? Pour le comprendre il faut encore recourir à l'argent comme clé d'analyse. Dans la période initiale de la scolarisation, la réaction du monde paysan à l'école prit la forme d'un refus quasi généralisé. La moindre enquête à

portée de mémoire humaine fait surgir une multitude d'histoires d'enfants que l'on cache pour les mettre hors de portée des sergents recruteurs. Ce sont les mêmes d'ailleurs qui recrutent pour l'école et pour l'armée. Cependant des contingents par voie de force se constituent et prennent le chemin des écoles de village. On résiste à l'école comme au coton, mais on doit se plier à l'un comme à l'autre. Bientôt on découvre que l'Ecole conduit à l'Argent. Les fonctionnaires qu'elle forme accéderont à des niveaux de revenu extraordinairement supérieurs à ceux des producteurs ruraux. Dans le plus modeste des cas, le jeune devenu agent de l'Etat gagnera, monétairement parlant, en un mois ce que son père gagne en un an. Dans de nombreux cas, le coefficient s'élèvera à 20 et même 50 et plus. Alors l'école devient mirage. Elle permet ce miracle : par le jeu de la régulation du modèle socio-culturel traditionnel, le paysan pauvre dont le fils a pu accéder au modèle étranger aura le loisir d'opérer une contreponction sur le budget de son enfant. Et cette contrainte sociologique est quasiment imparable. Pourtant, l'on voit des fonctionnaires solliciter des affectations le plus éloigné qu'il soit possible de leur terroir d'origine pour mettre entre eux et leurs parents affamés la barrière de la distance — sans trop de succès la plupart du temps.

Ainsi l'appareil d'Etat ponctionne le paysan par le jeu de l'impôt et le paysan, en prenant une revanche certes limitée, établit par sa loi culturelle propre une contreponction sur les agents de l'Etat. Mais l'argent qui revient dans ce circuit d'origine reste limité. Comme le notaient des paysans sérieux dans une récente démarche d'analyse menée au Sénégal par l'équipe de l'Enseignement Moyen Pratique, la « chance d'avoir un fils fonctionnaire » dans une conjoncture où les effectifs des fonctions publiques sont pratiquement partout pléthoriques, apparaît de plus en plus improbable, hors de portée sauf pour un petit nombre. Et l'école devient à nouveau un poussoir. Le charme est rompu. D'autre part, les contraintes et les charges de la vie urbaine, la croissance considérable du coût de la vie selon le modèle externe absorbent les revenus avec

une force et une rapidité prodigieuse. Le fonctionnaire pourra dire bientôt comme le paysan tchadien : « Plus je gagne d'argent, plus je suis pauvre ». Et il s'engage dans les voies les plus aventureuses pour regarnir son budget qui a perpétuellement soif, comme le kilo de coton. De ce fait la fortune dangereuse et changeante des « multiplicateurs de billets » et autres charlatans prompts à greffer leur commerce et leur tour de mains sur les malheurs nouveaux et anciens. L'Ecole donc, dans ses modèles classiques, débouche sur la pro-

messe d'argent et la promesse devient souvent mirage. Alors où va l'Argent? Les analyses économiques éclairées par le repérage précis des circuits sociaux et des rapports sociaux avec leurs composantes internes et externes montrent que l'argent va surtout vers l'extérieur. La loi d'airain du système marchand laisse apparaître que le profit appelle le profit — tout comme les arabo-dollars s'investissent presque « naturellement » dans les groupes industriels des grandes affaires occidentales.

vers des voies nouvelles : un nouveau rapport des hommes avec l'argent est-il possible ?

Comment alors affronter le paradoxe : l'Argent tue le Développement — mais sans Argent pas de Développement.

Sur le principe, la délimitation du champ de travail à ouvrir pour la recherche des solutions est relativement simple. Si l'on veut que l'économie monétaire puisse véritablement concourir au Développement, il faut rechercher un nouveau type de rapports entre le producteur et sa production au sein du groupe auquel il appartient et un nouveau rapport entre les groupes de producteur des peuples africains et le système international auquel ils sont reliés. C'est le problème fondamental de ce nouvel ordre économique mondial que tant d'hommes, de responsables politiques, de nations appellent de tous leurs vœux. Il exigera au-delà des grands remaniements institutionnels des accords internationaux, un travail plus profond de recentrage des économies infériorisées et domi-

nées — un nouveau rapport des hommes à l'Argent que l'on imagine mal sans une puissante médiation éducative. Ceci suppose que l'on s'attache à rebâtir conjointement de nouvelles structures économiques et technologiques, dans de nouveaux rapports sociaux en relation avec de nouvelles structures éducatives. Ceci est en train de s'ébaucher dans certains terrains d'expérience (12). Il serait essentiel d'appeler l'attention et de mobiliser les moyens nécessaires sur ces nouvelles lignes d'action.

Roland COLIN

(12) Nous pensons en particulier à l'Enseignement Moyen Pratique au Sénégal qui développe une recherche de pointe dans ce sens et qui a mis au point une méthodologie qui nous semble apte à de larges extensions.